



Bulletin de la **D**OCUMENTATION **E**COLOGIQUE **V**OIRONNAISE pour L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE

Editorial : Les écologistes pratiquent depuis longtemps les restrictions volontaires, les économies d'énergie ou la modération des transports. Aussi, quand E Macron demande aux Français de se limiter en été sur les usages de l'eau (ne plus se rafraîchir), en hiver sur le chauffage ou la lumière (baisser la température ou couper l'éclairage), de voyager en vélo ou en véhicule commun, ils sont «morts de rire» car, eux, ils ont depuis longtemps pratiqué, par respect des autres êtres de la planète, de tels usages modérés. C'est d'ailleurs au même titre que d'autres Français, dont les moyens sont limités, et qui, eux, rient jaune, risquent de ré-endosser un jour le fameux gilet jaune.



Sommaire :

page 2 - Abeilles (suite)

page 3 - Effet de serre (suite)



page 4 - Nicolas Hulot (suite)

page 5 – L'EPR (European Pressurised Reactor) (suite)

page 6 – God save the new king Charles III



Documentation Ecologique Voironnaise
32-34 rue Vaucanson Rez-de-chaussée
38500 VOIRON

Les visites se font sur rendez-vous
utiliser le mail
gaby.rajon@gmail.com



ABEILLES

ch 5 - abeilles et humains même combat (suite)



3 novembre 2019..... Les poissons sont aussi victimes des insecticides «tueurs d'abeilles » : Une étude dans la revue «Science» montre que le recours aux néonicotinoïdes dans les rizières a provoqué l'effondrement d'une pêcherie. Autorisés dans les années 1990 par toutes les grandes agences réglementaires de la planète, les néonicotinoïdes sont devenus en quelques années les insecticides les plus utilisés en agriculture. Un quart de siècle plus tard, les études se succèdent qui documentent l'ampleur des dégâts environnementaux, souvent irréversibles, qu'ils ont provoqués. Dans une étude publiée le 31 octobre par la revue Science, des chercheurs nippons conduits par Masumi Yamamuro (université de Tokyo, service géologique du Japon) montrent, pour la première fois, que l'introduction des néonicotinoïdes peut précipiter l'effondrement abrupt de pêcheries lacustres, en fragilisant l'écosystème aquatique. Les chiffres sont impressionnants. L'introduction du premier néonicotinoïde (l'imidaclopride) dans les rizières de la préfecture de Shimane, en 1993, a signifié pour les pêcheurs du lac Shinji un effondrement radical des

captures de deux espèces commerciales importantes : l'anguille japonaise (*Anguilla japonica*) et un poisson très consommé sur l'Archipel, le wakasagi (*Hypomesus nipponensis*). Avant 1993, on capturait en moyenne 240 tonnes annuelles de wakasagi dans ce grand lac du sud-ouest du pays, contre 22 tonnes dans les années suivantes, soit une baisse de plus de 90%. De même, les prises d'anguilles sont passées d'un peu plus de 42 tonnes par an en moyenne avant 1993, à moins de 11 tonnes par an ensuite. Soit une chute de 75%. Pour établir le lien entre l'introduction des néonicotinoïdes et l'effondrement de la pêcherie de Shinji, les chercheurs japonais ont analysé plus de vingt ans de données issues de la surveillance de la qualité des eaux du lac ainsi que des cours d'eau qui l'alimentent après avoir traversé les rizières alentour. En particulier, ils ont mesuré les teneurs en imidaclopride et ont pu suivre l'évolution d'abondance des petits organismes aquatiques (larves d'insectes, crustacés et autres invertébrés) qui peuplent le lac et qui forment l'un des socles de la chaîne alimentaire de son écosystème. Ces organismes sont très vulnérables à l'action des néonicotinoïdes. Pour les chercheurs, «la réduction » d'abondance de ces nombreuses espèces benthiques et pélagiques ne peut être expliquée par d'autres facteurs », que le recours à ces pesticides. La réponse de l'écosystème à l'introduction de l'imidaclopride a été «importante et incroyablement rapide », écrit, dans un commentaire publié par Science, l'écologue Olaf Jensen (université Rutgers, New Jersey), qui n'a pas participé à ces travaux. «Les pesticides néonicotinoïdes ont été utilisés pour la première fois en 1993 dans les rizières environnant le lac Shi'nji, ajoute M. Jensen. Les arthropodes aquatiques se sont effondrés cette même année, rapidement suivis par les espèces de poissons qui s'en nourrissent ». Le lien de causalité est étayé par le fait qu'une autre espèce, qui ne se nourrit pas d'invertébrés mais de microalgues, n'a pas été affectée par le recours aux néonics au cours de la période étudiée. La rapidité de la réaction de l'écosystème lacustre à l'introduction de cette nouvelle classe de pesticides qui s'attaquent au système nerveux des insectes, très actifs à faible dose, est d'autant plus frappante qu'en 1993, seulement une centaine de kilos d'imidaclopride ont été utilisés par les riziculteurs de la préfecture de Shimane. Ils ont été capables, à eux seuls, de rompre la chaîne alimentaire de l'écosystème. Or, selon les données colligées par M. Yamamuro et ses collègues, entre 1993 en 2016, l'intensité du recours aux néonicotinoïdes a été multiplié par 35. «On peut suspecter que d'autres pesticides peuvent être détectés dans les eaux du lac et leur évolution dans le temps n'est pas précisée, objecte toutefois l'écologue Caspar Hallmann (université Radboud, à Nimègue aux Pays-Bas). Néanmoins, je pense que les auteurs présentent des arguments convaincants et rassemblent des données empiriques cruciales pour confirmer la haute toxicité, déjà bien établie en laboratoire, de ces composés pour la vie aquatique. » Données d'autant plus cruciales que, rappelle Olaf Jensen, «s'agissant des pêcheries et des poissons d'eau douce, les données sont notoirement déficientes ». Le cas du lac Shinji pourrait donc être très répandu, mais «on ne voit pas les problèmes si on ne fait pas de recherche », ajoute le chercheur américain. «Le riz est l'une des trois principales céréales cultivées dans le monde, précise-t-il. Les semences de riz enrobées de néonicotinoïdes sont largement utilisées et plus de 90% du produit appliqué en enrobage finit dans le sol ou dans l'eau ». Des effets observés à l'échelle de l'écosystème, ont aussi été mis en évidence aux Pays-Bas en 2014 : non pour les poissons, mais pour les oiseaux. Dans les zones où les eaux de surface affichent des taux d'imidaclopride supérieur à vingt milliardièmes de gramme par litre, les populations des passereaux insectivores déclinent en moyenne de 3,5% par an. Soit, en deux décennies, une réduction de moitié du nombre d'oiseaux. (suite au n° suivant)

EFFET DE SERRE

Ch 18 - CONFERENCE DE NAIROBI (KENYA) COP 12 (suite)

1er février 2007..... Les Français sont invités par des associations environnementales (appel “ cinq minutes de répit pour la planète ”) à marquer leur inquiétude sur le climat en éteignant la lumière et autres appareils électriques entre 19h55 et 20h alors qu’un groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (Giec) est réuni à Paris. Cette initiative ponctuelle s’est traduite par une chute de 1% (800 MW) de la demande en électricité en France, soit la consommation d’une ville comme Marseille. Certains redoutaient que cette opération ne provoque une disjonction générale du réseau électrique, il n’en fut rien.

1 février 2007..... Le président Jacques Chirac fait publier dans le “Nouvel Observateur ” son testament écologique. Il y reprend une idée émise en novembre 2006 par son Premier ministre : on pourrait taxer les importations, venant de pays qui ne respectent pas le protocole de Kyoto, de droits de douane spécifiques supplémentaires. Si ces protections commerciales à but écologique venaient à être adoptées, elles seraient immédiatement attaquées par l’OMC comme contraires aux règles du libre-échange. Elle sera difficilement mise en place prévient aussi le Commissaire européen. Cependant cette arme commerciale pour inciter les pollueurs à respecter les équilibres de la planète paraît des plus intéressantes.

2 février 2007..... Le débat scientifique sur le rôle de l’activité humaine dans le réchauffement climatique est clos, c’est ce qu’indiquent sans ambiguïté les climatologues dans le dernier rapport du Giec (Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat) à Paris : Dans ce rapport de 14 pages, il est montré que l’essentiel de l’augmentation observée des températures moyennes depuis le milieu du vingtième siècle est très probablement dû à l’augmentation des concentrations de gaz à effet de serre engendrées par l’homme (probabilité supérieure à 90%). En 2100, la température moyenne de la Terre aura augmentée de 1,8°C à 4°C, le niveau des océans se sera élevé de 28 cm à 43 cm. D’ici là, des épisodes climatiques extrêmes se produiront de plus en plus fréquemment. Il faudrait réduire les émissions annuelles de gaz carbonique de 25 milliards de tonnes (le niveau actuel) à 18, soit une réduction de plus d’un tiers. La question n’est plus maintenant essentiellement scientifique, mais politique : il faut modifier le fonctionnement des sociétés humaines pour éviter un réchauffement trop nuisible à l’humanité.

6 février 2007..... Le Japon ne réussit pas à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En dépit de tous ses efforts, en 2005, les émissions de ce pays ont été de 8,1% supérieures au niveau de 1990. Il sera presque impossible pour lui d’atteindre l’objectif du protocole de Kyoto de -6 % en 2012. Cet échec résulte d’une répartition injuste pour le Japon des efforts de réduction exigés par le protocole. Le coût du crédit carbone est bien plus élevé au Japon (255 euros par tonne de carbone) que dans l’Union européenne (163 euros). Ce pays n’a donc plus que deux possibilités : acheter des droits d’émission à la Russie ou ne pas atteindre son objectif et expliquer à la communauté internationale qu’il a fait son possible pour y parvenir. La première option ne fait guère progresser la lutte contre l’effet de serre, la deuxième mène à réviser les objectifs de réduction, ce qui pourrait d’ailleurs permettre d’intégrer aussi les Etats-Unis, la Chine et l’Inde dans le processus.

7 février 2007..... La Commission européenne, à l’issue de laborieuses tractations, présente à Bruxelles ses projets en matière de réduction de CO2 pour les automobiles. Ils ont dû composer avec les positions de l’Allemagne inquiète de pénaliser Mercedes, Volkswagen et autre BMW. En principe, l’Allemagne soutient les efforts pour réduire le niveau de pollution en CO2, mais la mobilisation des marques allemandes a imposé un compromis. L’Europe propose en conséquence de réduire la pollution des moteurs à 130 g/km, alors que le commissaire européen en charge de l’environnement proposait 120 g/km. Celui-ci critique cependant le gouvernement allemand : «Ce n’est qu’une fois que l’Allemagne mettra en pratique ses beaux discours que les autres ne pourront plus se dérober ». Encore récemment, la Commission européenne a dû croiser le fer avec le gouvernement allemand à propos du plan national d’allocation de quotas d’émission carbone. Le commissaire européen ayant réduit les quantités allouées aux industriels allemands, Berlin envisage de déposer un recours contre cette décision auprès de la Cour de justice européenne.

9 février 2007..... Après plusieurs mois de conflit avec Bruxelles, l’Allemagne accepte les exigences de la Commission européenne sur les quotas d’émission de CO2 dans l’industrie. A l’origine, le gouvernement allemand avait prévu de fixer la limite annuelle d’émissions de CO2 à 482 millions de tonnes pour la période allant de 2008 à 2012. Puis, devant les critiques de Bruxelles, Berlin avait accepté de descendre à 465 millions de tonnes, sans satisfaire la Commission qui exigeait de baisser à 453 millions. Du coup, l’Allemagne s’interrogeait sur l’opportunité de déposer une plainte devant la Cour de justice européenne. Berlin dénonçait ces exigences mettant, selon elle, en péril la compétitivité de l’industrie allemande. Bruxelles a aussi imposé ses vues sur une réglementation concernant les nouvelles centrales au charbon. Finalement, l’Allemagne accepte les quotas de CO2 et les nouvelles règles sur l’énergie charbon contre l’acceptation par la Commission européenne des émissions de CO2 pour le secteur automobile où Bruxelles assouplit les critères en matière de pollution de l’air par les véhicules.

16 février 2007..... Les températures moyennes enregistrées lors de janvier 2007 ont été les plus élevés jamais constatées à cette période de l’année, d’après la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration) américaine. Elles dépassent le record établi en 2002 de +0,71°C. La présence d’El Nino ainsi que la tendance au réchauffement climatique contribuent à ce record. Le continent asiatique a connu les deuxièmes plus faibles chutes de neige de son histoire. (suite au n° suivant)



NICOLAS HULOT

9- Ministre de l'environnement (suite)

6 décembre 2017..... Après le glyphosate, les ministres Nicolas Hulot (Écologie) et Stéphane Travert (Agriculture), ont trouvé une nouvelle pomme de discorde : les menus des cantines scolaires. Le ministre de l'agriculture n'a guère goûté la dernière idée de son collègue de la transition écologique, imposer prochainement des menus végétariens, une fois par semaine, dans les cantines scolaires. «Des menus végétariens, ça ne me choque pas, assure Travert. Mais ça ne peut pas être une obligation. Pas plus que le poisson le vendredi ou l'agneau à Pâques». «Bientôt, redoute-t-il, on va nous demander des menus végans tous les jours, ou vouloir nous imposer des tomates farcies au printemps».

11 décembre 2017..... Le ministre de la transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, ne ménage pas ces dernières semaines ses critiques contre EDF. Après avoir annoncé le report de la baisse du nucléaire à 50% dans la production électrique française, Hulot a demandé à l'électricien un plan précis pour accélérer le développement des énergies renouvelables en France. C'est dans ce contexte qu'EDF annonce aujourd'hui un investissement massif dans l'énergie solaire. Les données

actuelles du problème sont simples : la France a le cinquième potentiel d'ensoleillement en Europe, mais seulement 1,6% de notre production électrique vient du solaire, contre 6% pour l'Allemagne et 3,5% pour le Royaume-Uni. Le PDG d'EDF affirme vouloir une formidable accélération du solaire photovoltaïque avec le plan solaire : 25 milliards d'investissements sur 15 ans, entre 2020 et 2035, pour aboutir dès 2030 à 30 GW de capacité installée, contre 7 GW aujourd'hui. Cette annonce ne doit rien au hasard, à quelques heures du sommet pour le climat initié par Emmanuel Macron pour placer la France en pointe de la lutte contre le réchauffement climatique. La filiale EDF Energies Nouvelles sera chargée de la mise en œuvre de ce plan massif. Pour preuve de son engagement, EDF se dit prête à utiliser son patrimoine foncier pour installer des fermes solaires. EDF envisage également un potentiel développement du photovoltaïque flottant sur les retenues d'eau des barrages, une technologie encore naissante. Le faible développement du solaire et de l'éolien en France rend peu vraisemblable l'objectif d'atteindre 50% d'énergies renouvelables dans la production électrique à moyen terme. Un reproche formulé par les écologistes qui accusent le groupe de favoriser le nucléaire. Selon les prévisions de RTE, le réseau de transport d'électricité, la France doit au moins multiplier par trois ses capacités en solaire et en éolien d'ici à 2035 pour pouvoir diminuer la part du nucléaire dans la production d'électricité, sans émettre plus de gaz à effet de serre. Le PDG d'EDF admet que des freins et des lenteurs en plus donner le sentiment paradoxal qu'EDF n'était pas complètement en phase avec le mouvement mondial accéléré en faveur des énergies nouvelles. Ils sont désormais prêts à faire tout ce qu'il faut pour atteindre les objectifs. Pour pouvoir les réaliser, EDF mise sur le développement de grandes fermes solaires, d'une capacité supérieure à 100 MW. C'est la stratégie de l'électricien pour assurer le financement de ces projets : mobiliser des partenaires, des investisseurs et des banques pour cofinancer des projets d'ampleur avec une viabilité économique. La baisse spectaculaire des coûts du solaire dans le monde et en Europe doit permettre de mettre en œuvre cette stratégie. En prenant cet engagement d'ampleur, EDF renvoie aussi la balle dans le camp des pouvoirs publics : il faut d'abord que les appels d'offres se multiplient et que la réglementation change rapidement pour permettre la mise en place de grandes fermes solaires.

18 décembre 2017..... Le ministre Nicolas Hulot est plutôt en colère après la polémique suscitée par la publication de son patrimoine par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique. Ce n'est pas tant son patrimoine de plus de 7 millions d'euros qui pose question, mais le fait qu'il possède neuf véhicules à moteur dont un bateau. Pour le ministre de l'écologie, posséder six voitures, un scooter électrique, un bateau et une moto, ce n'est pas ce qu'on fait de plus écoresponsable. Se sentant attaqué, le ministre se défend. Il précise qu'il roule électrique 95% de son temps, soit sur son scooter, soit dans les véhicules du ministère qui sont tous électriques (sauf ceux utilisés pour les longs trajets). «La transparence, oui, le voyeurisme et le pinailage, non!» s'agace Nicolas, forcé de s'expliquer. L'ex animateur de télévision possède un 4x4 stationné en Corse, dans sa propriété située à 1000 m d'altitude. Il a une 2CV que conduit sa fille, un van pour les vacances en famille, une voiture pour sa femme, une camionnette pour transporter des chevaux, etc. Hulot explique avoir bien gagné sa vie à l'époque où il travaillait à la télévision. C'est ce qui lui a permis de travailler par 25 ans pour défendre la cause de l'écologie.

19 décembre 2017..... La fin des hydrocarbures en France en 2040, sauf à Lacq (Pyrénées-Atlantiques) : Ce jour, le Parlement adopte le projet de loi sur la fin de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures en France. Première traduction législative du plan climat du ministre de la transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, le texte prévoit que le gouvernement n'accordera plus de nouveaux permis d'exploration et ne prolongera pas ses actuelles concessions d'exploitation après 2040. Il comporte toutefois une dérogation pour l'exploitation du soufre du bassin de Lacq. Une victoire pour le député des Pyrénées-Atlantiques, David Habib (PS), qui, en 2012, alors maire de Mourenx, avait déjà bataillé pour qu'un «amendement Lacq» soit glissé dans la loi de finances afin d'exonérer Total de la taxe générale sur les activités polluantes.

(suite au n° suivant)



Rappel : les bulletins DEV précédents sont consultables sur <https://voironnais.eelv> ; Si vous ne souhaitez plus recevoir ce bulletin, il suffit de le demander par retour de mail ;

L'EPR (European Pressurised Reactor)

CH1 – Le nouveau réacteurs (suite)

ÉCONOMIE D'ÉNERGIE
FERMER LA PORTE QUAND
ON MET LA CLIM!



23 septembre 2003..... Dans le journal Le Monde, Michèle Rivasi, directrice générale de Greenpeace France, tire de brûlantes leçons d'un été torride (extraits). Aux tempêtes de ce début de siècle, aux inondations de l'été 2002, a succédé cette année la canicule la plus extrême et la plus longue qu'aient eu à subir la France et un bon nombre de pays d'Europe occidentale. L'attitude des pouvoirs politiques face à ces phénomènes météorologiques extrêmes est le révélateur parfait et malheureux du mode de fonctionnement de nos gouvernements, et au-delà, de notre société. Devant des fièvres à répétition, tout bon médecin généraliste ne se contentera pas d'administrer à son patient les mêmes remèdes dans l'urgence. Il cherchera à en comprendre Les raisons, à en analyser les origines et les causes, en allant prendre ce que le langage commun appelle le mal par la racine. La France n'a pas ce bon médecin. Elle est gouvernée par des politiciens urgentistes, certes nécessaires, mais uniquement urgentistes. Sur les dossiers qui nous intéressent en tant qu'organisation de protection de l'environnement, le gouvernement d'aujourd'hui, comme ses prédécesseurs, montre à chaque nouvelle alerte, à chaque nouvelle crise, une absence complète de réflexion sur le fond. Sur le sujet plus que préoccupant des changements

climatiques dont les tempêtes, les inondations, les vagues de chaleur sont les prémices, le gouvernement adopte, mal et avec retard, quelques mesurètes, établies dans la catastrophe pour pallier leurs effets. Il promet parfois des mesures plus globales qui se perdent dans les limbes une fois sorties de l'actualité. «En 2010, on trouvera que l'été 2003 a été plutôt frais » affirme notre ministre de l'écologie. Déclaration révélatrice de la pensée française en ce domaine, accepter les événements comme faits accomplis, sur lesquels nous n'aurions aucune capacité de prévention, tout en arborant une confiance inébranlable en notre pouvoir de guérison, une fois que le mal est bien installé. C'est une déclaration caractéristique de la politique française qui, freinée par les groupes de pressions, et aveuglée par les compromis nécessaires, repousse à plus tard l'échéance, engluée dans l'urgence quotidienne. Quant à la nécessité de mesures draconiennes pour lutter contre l'effet de serre, on attend toujours le bon vouloir des Russes pour ratifier le protocole de Kyoto. Sur le plan franco-français, le gouvernement préfère privilégier des accords volontaires décidés par les industriels plutôt qu'une réelle politique de réduction. Il en va de même pour l'ensemble de la politique nationale sur les énergies. Il adopte à la sauvette l'EPR, nouveau réacteur nucléaire 3 milliards d'euros devant servir de vitrine à la France pour l'exportation, bien que décrié par les écologistes et même certain pro nucléaires. Quelques miettes concédées aux écolos sur les économies et les énergies renouvelables alors que notre pays est à la traîne par rapport à nos voisins européens dans le développement de ces énergies du futur et qu'il perd du même coup l'occasion d'un marché prometteur en ressources et en emplois. La mission de notre association est d'aiguillonner une société civile qui s'est renforcée après l'abandon des politiques qui n'ont à lui offrir que le spectacle de leurs multiples renoncements. La société civile et les associations telles que Greenpeace posent des questions fondamentales sur l'avenir de notre planète et de ceux qui l'habiteront. D'autres modèles se pensent, se créent, comme celui du développement durable à substituer d'urgence au modèle traditionnel de croissance soutenue. Mais ce nouveau modèle se heurte à l'organisation même de la société, en France comme ailleurs dans le monde. La vitrine de ce modèle, le secrétariat d'État au développement durable s'est réduit en quelques mois jusqu'à l'invisibilité. Les politiques de droite comme de gauche, les syndicats refusent l'évocation même d'un autre modèle de croissance. Partout dans le monde, les altermondialiste dénoncent le décalage de plus en plus flagrant entre les décisions prises par les structures de type OMC et la réalité des problèmes et des besoins. En face, le monde politique est désert, stérile et sans imagination. Cependant, les solutions ne peuvent naître que de la réflexion et de la concertation entre ces deux mondes qui doivent impérativement se rapprocher. Pour cela, les tours d'ivoire, les camps retranchés doivent s'ouvrir. Ceux qui s'érigent en maîtres du monde doivent changer d'attitude.

8 octobre 2003..... La ministre déléguée à l'industrie, Nicole Fontaine, se déclare favorable au lancement du réacteur nucléaire de troisième génération EPR conçu par Framatome et Siemens. «J'ai décidé de proposer, dans les meilleurs délais, au Premier ministre, de choisir l'EPR, parce que je pense qu'il n'est pas raisonnable d'attendre 2040 pour renouveler nos centrales nucléaires. L'EPR a des avantages objectifs : c'est une centrale nucléaire moderne et dix fois plus sûre que les centrales actuelles. Plus compétitive, l'EPR permet de réduire de 10% le prix de l'électricité (NDLR : ah bon?) et de produire moins de déchets radioactifs (NDLR : ah bon?)». La construction du premier réacteur démonstrateur va, selon la ministre, coûter 3 milliards d'euros. Greenpeace réagit immédiatement qu'en choisissant l'EPR, la France s'engage dans une option du passé et cède aux sirènes du lobby nucléaire.

9 octobre 2003..... Le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin affirme vouloir se donner du temps sur le dossier sensible du réacteur nucléaire de troisième génération EPR, après les propos de sa ministre de l'industrie Nicole Fontaine qui avait clairement tranché la veille en faveur de ce projet. Cette annonce a provoqué la colère des écologistes et même Nicolas Hulot, un proche de Jacques Chirac, a jugé «urgent de ne pas se presser ». Le PS, lui, dénonce une véritable parodie de débat. A l'inverse, le PCF apporte son soutien à la construction d'un tel réacteur. Quant à Roselyne Bachelot, elle n'intervient pas dans le débat. (suite au n° suivant)

God save the new king Charles the third, ecologist !

14 novembre 1948..... Naissance au palais de Buckingham à Londres du premier né de la future reine Elisabeth II et du Prince Philippe, duc d'Edimbourg. Cet enfant est destiné à devenir roi du Royaume-Uni.

1952..... Au décès du roi Georges VI, la mère de Charles monte sur le trône. Le futur roi va connaître une éducation parfois difficile et dense, élevé souvent loin de sa mère.

1978..... Charles a trente ans, c'est un joueur assidu de polo et un chasseur invétéré qui multiplie les conquêtes féminines. Il est un amoureux sincère de la nature, militant écologiste avant l'heure qui n'hésite pas à écrire aux ministres et houspiller un ministre de l'environnement.

29 juillet 1981..... A 32 ans, il épouse Lady Diana Spencer (20 ans). Le couple a deux fils : William (futur roi) né en juin 1982, et Henri né en septembre 1984.

1983..... Charles lutte contre les pesticides dans l'agriculture.

1986..... Charles fonde une oeuvre de charité pour aider les quartiers défavorisés, la Prince's Foundation. Il s'y investit énormément.

1992..... Le couple Charles/Diana se sépare suite à une relation extra-conjugale révélée avec Camilla Parker Bowles. Diana meurt ensuite en 1997 à Paris suite à un accident de la route.

1996..... Charles lutte contre les OGM.

Décembre 2003.... Très attentifs à la protection de l'environnement, le prince Philippe et son fils le prince Charles seraient partisans de l'abandon de la tradition controversée des poils d'ours pour le bonnet des Royal Guards britanniques qui nécessite de tuer ces animaux protégés.

9 avril 2005..... Charles (36 ans), épouse en deuxième noce Camilla Parker Bowles (57 ans).

23 mars 2009..... La déprime du prince Charles (futur roi du Royaume-Uni). Il n'a plus le moral. Le prince Charles, actuellement en visite dans les îles Galapagos, ne cache pas son découragement. Pourquoi ? Parce qu'il trouve "déprimant" que ses fréquents avertissements concernant le changement climatique ne soient pas entendus. "Je ne fais pas cela pour moi mais, comme je ne cesse de le dire, pour les enfants et petits-enfants de tous" a-t-il expliqué à la presse. L'héritier royal reconnaît toutefois qu'une prise de conscience est peut-être en train de naître : "Si maintenant des gens commencent à réaliser que, peut-être, après tout, je ne profère pas des absurdités totales, alors je suis ravi". C'est bon, le moral remonte déjà...

Novembre 2014..... Alors que se tient à Sydney (Australie) un congrès mondial des parcs naturels organisé par l'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, des organisations indigènes et Survival international mènent des actions pour dénoncer la politique menée par certaines grandes organisations comme le WWF, Nature Conservancy et United for Wildlife (du prince Charles d'Angleterre), impliquée dans des déplacements de population au nom de la protection de la nature. Survival International a publié un rapport qui montre que la plupart des zones protégées mises en place se font avec l'expulsion illégale des peuples indigènes, que ces derniers sont accusés de "braconnage" parce que la chasse est pour eux un mode de subsistance.

13 novembre 2020..... Les lents progrès de la finance pour aider à la transition écologique : Les grands leaders économiques mondiaux veulent devenir plus verts. Quand Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international, et même le prince Charles sont d'accord, est-il temps de paniquer ? Pendant trois jours lors d'une grande conférence (virtuelle car coronavirus) organisée depuis Londres, de lundi 9 à mercredi 11 novembre, ces leaders politiques et de nombreux hauts dirigeants du monde des affaires se sont succédé pour plaider une mobilisation de la finance afin d'aider à la transition écologique. La COP26, la conférence des Nations unies sur le changement climatique, devait initialement se tenir ce mois-ci à Glasgow en Ecosse. Pour cause de pandémie, elle a été reportée d'un an.

18 octobre 2021..... Climat : les Windsor ne sont pas du tout neutre. À quelques jours de la COP26 qui se tiendra à Glasgow au Royaume-Uni, la famille royale britannique fait feu de tout bois sur l'environnement. Défenseur de la nature de la première heure, le prince Charles est rejoint dans son combat par la reine Elisabeth II et le prince William. Pour la famille royale britannique, la COP26, qui s'ouvre sur ses terres le 31 octobre, à Glasgow, est l'occasion de montrer son attachement à la cause écologique. Militant de longue date, Charles est le précurseur de son illustre famille. À l'approche de la COP26, le prince reprend son bâton de pèlerin pour défendre la planète. Il a ainsi souhaité que les dirigeants internationaux ne fassent pas «que parler» mais prennent des mesures ambitieuses contre le changement climatique. Dans une interview à la BBC, l'héritier du trône, 72 ans, affirme aussi comprendre les critiques de la jeune militante Greta Thunberg envers les responsables politiques. «Tous ces jeunes ont l'impression qu'il ne se passe jamais rien, alors bien sûr, ils deviennent frustrés», a déclaré le prince Charles, qui se rendra à la COP26 à Glasgow avec la reine Elizabeth II. Lors de cette interview, le prince de Galles a évoqué ses propres efforts pour réduire son empreinte carbone, expliquant ne manger ni viande ni poisson deux jours par semaine et avoir réduit sa consommation de produits laitiers.



ESPERONS QUE LE ROI CHARLES III SERA MOINS DISCRET SUR LES QUESTIONS D'ÉCOLOGIE QUE SA MÈRE.